

RÉFLEXIONS À PROPOS DES EFFETS DE LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE SUR LES ENTITÉS ÉTATIQUES ET LES POPULATIONS

LOUIS SABOURIN

Dans son message de Pâques *Urbi et Orbi* du 4 avril 2010, Benoît XVI déclarait que:

Pour sortir d'une crise qui est profonde, l'humanité a besoin non seulement d'ajustements superficiels mais d'une conviction spirituelle et morale. La crise morale que vit notre planète réclame des changements profonds à commencer par celui de la conscience.

Benoît XVI fit ensuite mention des conflits et des catastrophes au Moyen-Orient, en Asie, en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes se référant aux séismes en Haïti et au Chili et démontrant ainsi qu'on devrait porter attention aux problèmes qui touchent toutes les régions de l'humanité. Le Saint-Père nous invite à mieux transcender chacun de nos pays, chacune de nos disciplines pour mieux appréhender le sens et les effets de la crise économique actuelle. Je serais porter à dire qu'il nous encourage à allier *science* (connaissance du monde tel qu'il est) et *conscience* (ouverture, respect de l'autre, compassion et solidarité). Il s'agit d'une interpellation d'une portée vraiment planétaire et interdisciplinaire face à trop d'analystes qui se cramponnent sur un aspect de la crise, financière notamment, ou qui se limitent à en analyser les effets seulement dans leur pays ou dans leur région.

Teilhard de Chardin ne déplorait-il pas que 'ce qui est trop souvent déterminant dans la perception du monde' ce n'est pas 'où' l'on regarde, mais bien 'd'où' l'on regarde. La vision du monde, des États et des populations, n'est pas nécessairement la même lorsqu'on l'examine de Paris, de Washington ou de Londres que lorsqu'on l'envisage de Cotonou, de Delhi ou de Port-au-Prince. Ainsi, les perceptions de la crise économique mondiale sont multiples, d'aucuns allant jusqu'à souligner qu'il s'agit certes d'une

crise internationale mais qui échapperait à un nombre important d'États et à des populations dont la situation de survie est si précaire qu'elle ne saurait être concernée par une crise 'd'origine externe'.

Et pourtant, il y a bien crise. Si l'on se réfère à son étymologie latine 'crisis', il s'agirait d'une manifestation grave d'une maladie alors qu'en grec 'krisis' signifie 'une décision', 'un jugement'. Faut-il par conséquent porter un jugement sur une maladie grave? Je crains, et sans jeu de mots, que c'est ce que nous sommes conviés à faire ici.

En fait, le terme 'crise' prend différent sens depuis la crise de conscience à la crise nucléaire et à la crise de croissance; le mot peut être aussi associé à une période difficile de la vie de quelqu'un, à une grave pénurie de quelque chose, à une manifestation violente d'un état morbide survenant en pleine santé apparente, à une rupture d'équilibre entre la production et la consommation. Les crises sont omniprésentes dans nos vies et dans nos esprits: crise familiale, sociétale, géostratégique, démographique, politique, religieuse, économique, financière; notre époque serait en crise. La crise serait en osmose avec notre époque. La terre elle-même, avec tous les séismes récents et les problèmes environnementaux, serait en crise. L'État, on le clame à peu près partout, serait aussi en crise. Bref, la crise serait dans tous ses états... et deviendrait pour d'aucuns un 'état d'esprit'.

Et pourtant, l'Histoire des derniers millénaires n'a pas été un long fleuve tranquille et n'a pas été dépourvue de crises fort sérieuses. Mais qu'est-ce qui caractérise vraiment la présente crise? Je ferai deux observations liminaires avant d'axer mon propos autour des effets de la crise sur les collectivités étatiques et sur les populations.

Première considération: nous assistons présentement à la première vraie crise de la mondialisation ou plus précisément à la première crise de la globalisation. Aucune zone du monde, où le nombre d'acteurs s'est considérablement accru depuis 1945, où les communications, les transports et les marchés sont de plus en plus unifiés, n'a échappé à une forme ou une autre de chocs. Pour reprendre les mots de Lafontaine 'ils ne mourraient pas tous, mais tous étaient frappés...'. Sommes-nous alors en présence, d'une crise *conjoncturelle* ou *structurelle*? Une crise conjoncturelle causée par un dérèglement ou un dysfonctionnement spécifique ou occasionnel, notamment des errements des fonds spéculatifs (*hedge funds*) non réglementés, la construction de montages financiers si complexes que leurs effets auraient échappé à leurs auteurs eux-mêmes, le recours à la spéculation effrénée et aux produits dérivés 'toxiques' comme les *subprimes*, sans oublier le manque de vigilance des banques centrales, des autorités gouvernementales et même

du FMI; d'autre part, s'agirait-il d'un problème *structurel*, une crise du système économique lui-même qui rejoindrait maintenant presque tous les États du monde, y compris la Chine, à l'exception de quelques pays dont la Corée du Nord et Cuba qui vivent d'autres formes de crise.

En fait, depuis environ trente ans, on a laissé se creuser un écart entre la sphère financière et l'économie réelle. La première est aujourd'hui environ cinquante fois supérieure à la seconde. En a découlé une crise de l'endettement qui, après avoir ébranlé le Mexique en 1994, le Japon en 1995, quelques pays asiatiques en 1997 et 1998, la Russie en 1998, le Brésil en 1999 et l'Argentine en 2001, se fait sentir maintenant dans le cœur même de *Wall Street* et de la *City* et d'autres places financières de l'Europe occidentale. Ce qui se passe maintenant en Grèce est une manifestation d'une crise financière qui pourrait se répandre ailleurs en Europe. La crise financière devient à maints endroits une crise économique et de là une crise sociale dont l'augmentation du chômage et les pressions sur la valeur de l'euro sont des signes révélateurs. Les actions du G-20, de l'Union européenne, du FMI et des autorités gouvernementales réussiront-elles à colmater les brèches? Si, d'un côté, j'aimerais en être convaincu, d'un autre côté, je suis persuadé que la crise actuelle a non seulement des dimensions *conjoncturelles* mais aussi *structurelles*, ce qui en fait une problématique fort sérieuse.

La deuxième considération est que nous assistons à une croissance des interdépendances et des crises simultanées c'est-à-dire une crise financière, des déséquilibres macroéconomiques, une crise de l'écologie et de l'environnement et une crise du travail dans plusieurs pays occidentaux. On se rend compte que tous les secteurs sont de plus en plus liés aux autres et ont notamment des effets directs sur les marchés boursiers. Une telle interdépendance n'entraîne pas une réduction de la globalisation – qui ne cesse de croître dans les échanges de toutes sortes et les mentalités – mais démontre que nous avons besoin de nouvelles normes de réglementation, de régulation, de gouvernance internationale et même mondiale selon certains, ce sur quoi je reviendrai dans la conclusion.

I. EFFETS SUR LES COLLECTIVITÉS ÉTATIQUES

J'aborderai maintenant, brièvement et succinctement, les effets de la crise sur les collectivités étatiques. J'ai choisi intentionnellement de limiter mes propos aux collectivités étatiques car le nombre d'entités et de sociétés (organisations interétatiques, firmes multinationales, associations non-

gouvernementales, mouvements, instances, groupes, etc.) qui ont des actions à caractère international sont tout simplement légions. Et même au chapitre des États eux-mêmes, il est impossible de décrire ici comment les 192 États que comptent aujourd'hui les Nations Unies sont affectés et se comportent en présence de la crise économique internationale. C'est pourquoi j'ai cru sage de placer en annexe les statistiques et les données les concernant. Je me permettrai de faire trois observations à leur sujet.

D'abord, si les États sont égaux en droit international, ils sont loin d'être égaux en économie internationale. Comme le soulignait George Orwell dans *Animal Farm*: *'all are equal but some are more equal than others...'*. Si chaque État a un vote à l'Assemblée générale de l'ONU, cinq d'entre eux ont un veto au Conseil de sécurité. De plus, au FMI et à la Banque mondiale, le 'vote pondéré' est fondé sur la puissance économique des États. Si le groupe du G-7 (devenu le G-8 avec l'admission de la Russie) a tenu les rennes économiques depuis le milieu des années 70, nous assistons depuis quelques années, notamment avec la montée des BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), à un bouleversement de l'échiquier économique mondial. Ainsi, le G-8 a favorisé l'établissement du G-20 où les pays émergents ont un rôle plus important à jouer dans la prise de décision, notamment en matière économique et financière. Il reste à voir comment le G-20, en particulier les États-Unis et la Chine, se comportera lors de la prochaine conférence qui aura lieu en juin dans la région de Toronto au Canada. Il ne faut pas s'attendre à des changements fracassants en ce qui a trait à ce que j'appellerai l'architecture des manières de faire et de penser l'échelon économique mondial. Certes, le 'consensus de Washington' ne fait plus 'tendance' mais il reste à voir comment ses dix commandements – ainsi dénommés par John Williamson – en matière de stabilisation et de structuration vont être affectés. Ces commandements sont les suivants:

1. La discipline budgétaire
2. La réorientation des dépenses publiques
3. La réforme fiscale
4. La libéralisation financière
5. L'adoption d'un taux de change unique et compétitif
6. La libéralisation des échanges
7. L'élimination des barrières à l'investissement direct étranger
8. La privatisation des entreprises publiques
9. La réforme de la réglementation des marchés pour assurer l'élimination des principales barrières à l'entrée et à la sortie
10. La garantie des droits de propriété

La crise a fondamentalement affecté ce ‘consensus de Washington’ mais on ne peut prévoir comment les pays émergents trouveront des voies différentes dans les manières d’agir sur le plan international. D’ailleurs les piétinements à l’OMC, la frilosité des réformes en cours au FMI et à la Banque mondiale ainsi que l’échec ou le demi-succès de la Conférence de Copenhague sont le reflet du fait que la sortie de crise et la mise en place d’une nouvelle architecture ne sont pas pour demain. Néanmoins, la très grande majorité des États souhaitent, en dépit de la persistance de très grandes inégalités à l’intérieur de leurs propres frontières, que la reprise, certes fragile à maints endroits, s’accélère. Les dernières prévisions du FMI en réconfortent plusieurs. Le tableau suivant en fournit une démonstration:

LES PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES DU FMI

Croissance du PIB		
	2010	2011
Monde	+4,2%	+4,3%
Pays développés	+2,3%	+2,4%
États-Unis	+3,1%	+2,6%
Japon	+1,9%	+2,0%
Zone euro	+1,0%	+1,5%
Allemagne	+1,2%	+1,7%
France	+1,5%	+1,8%
Grande-Bretagne	+1,3%	+2,5%
Canada	+3,1%	+3,2%
Économies émergentes	+6,3%	+6,5%
Chine	+10,0%	+9,9%
Inde	+8,8%	+8,4%
Amérique latine	+4,0%	+4,0%
Brésil	+5,5%	+4,1%

Source: AFP.

Les prévisions du FMI contenues dans les récentes 'Perspectives de l'économie mondiale' (avril 2010) soulignent que les pays sont très inégaux devant la croissance et que les mesures d'urgence doivent être entamées en particulier pour combattre la dette publique. Après la récession de 2009, le risque a changé. La perte de recettes fiscales due à la baisse de l'activité à cause de la crise menace de mener, si rien n'est fait, à une explosion de la dette. Selon le FMI, la consolidation budgétaire est de plus en plus devenue la priorité. Les efforts budgétaires devraient expliquer des choix d'autant plus douloureux que le taux de chômage devrait rester élevé en 2010 et 2011, particulièrement dans la zone euro où il se maintiendra aux alentours de 10,5%. On le voit, tous ne sont pas égaux non plus devant la reprise. D'ailleurs, il ne faut pas oublier que pour un très grand nombre d'États, à commencer par tous ceux où prévalent des conflits (plus d'une vingtaine selon le Rapport 2010 de l'International Institute of Strategic Studies de Londres) et par les pays les plus pauvres, notamment en Afrique et en Haïti, la crise économique ne fait qu'aggraver une situation déjà accablante pour une majorité des populations locales.

II. LES EFFETS SUR LA POPULATION

Vouloir aborder les effets de la crise économique sur les populations représente certes un objectif louable en soi sur le plan théorique ou doctrinal mais presque impossible à mettre en oeuvre sur le plan pratique en se fondant sur des données applicables à chacun des États de la planète. On pourra sans doute le faire dans quelques années. Encore ici, nous faisons face à d'énormes inégalités aussi bien au Brésil qu'aux États-Unis qui sont les champions en la matière. La même chose est maintenant vraie en Chine, en Inde, en Russie ainsi que dans les États du Golfe persique. De nouvelles formes d'inégalités apparaissent dans presque tous les pays industrialisés où le chômage des jeunes et des moins jeunes et l'appauvrissement de personnes âgées sont étroitement liés à la crise économique.

Mais au-delà de la présente crise, il importe de saisir d'emblée des données démographiques mondiales qui ont affecté l'évolution des relations internationales au cours du siècle dernier et qui, à mon avis, deviendront de plus en plus déterminantes à l'avenir, compte tenu du vieillissement des populations dans les pays riches et de l'explosion démographique dans les pays moins favorisés, de la mobilité croissante des populations, de la désintégration des cultures traditionnelles, de la menace d'épuisement des ressources énergétiques et probablement des changements climatiques.

PROGRESSION DE LA POPULATION MONDIALE

1800	1 milliard	-
1930	2 milliards	130 ans
1960	3 milliards	30 ans
1975	4 milliards	15 ans
1987	5 milliards	12 ans
1996	6 milliards	11 ans
2010	7 milliards	14 ans
2020	8 milliards?	10 ans?
2030	9 milliards?	10 ans?
2040	10 milliards?	10 ans?
2050	11 milliards?	10 ans?

Ce tableau est impressionnant en lui-même mais évidemment approximatif en ce qui a trait au long terme. De plus, il ne dit rien quant à la répartition de cette population, ce que l'on pourra voir dans le document placé en annexe. Un premier fait saute aux yeux: l'Asie concentre la plus importante part de la population. Six pays sur 192, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Bangladesh, le Vietnam et le Pakistan (on pourrait ajouter le Japon) représentent à eux seuls près de la moitié de la population mondiale. Un second point: l'Afrique au Sud du Sahara qui ne comptait que 250 millions de personnes, il y a moins de cinquante ans, en aura bientôt un milliard.

Voilà deux réalités démographiques, parmi bien d'autres, qui risquent d'avoir des conséquences énormes non seulement sur les plans stratégiques et économiques mais aussi sur les plans éthique et moral, ainsi que sur nos perceptions des perspectives du 'développement' et du 'mal-développement', notions qui, à mes yeux, devraient être complètement repensées.

CONCLUSION

J'en viens à ma conclusion qui soulèvera brièvement deux points fondamentaux. Dans la conclusion de son récent ouvrage *Freefall: America, Free*

Markets, and the Sinking of the World Economy, notre collègue Joseph Stiglitz souligne que la crise économique, en particulier aux États-Unis, *is more than just a matter of plumbing: the failures in our economic financial system are emblematic of broader failures in our economic system and the failures of our economic system reflect deeper problems in our society.*

Il termine son ouvrage en écrivant:

The poor countries simply can't back up their enterprises as the rich do, and this alters the risks that they can undertake. They have seen risks of globalization badly managed. But the hoped-for reforms in how globalization is managed still seem distant horizon.

En effet, en présence, d'une part, d'une *mondialisation économique en croissance*, nous faisons face, d'autre part, à un *déficit en matière de mondialisation politique*. Certes les motifs de pessimisme sont nombreux. Saura-t-on, au G-20, maîtriser les interdépendances que j'ai évoquées plus tôt? Pourra-t-on établir des normes contraignantes acceptées par tous? C'est sans doute plus qu'un vœu; il s'agit bien d'une nécessité; cependant, les intérêts nationaux demeurent très vivaces et constituent des freins à une mise en œuvre rapide et coordonnée d'une nouvelle architecture financière, économique et politique à l'échelon mondial. Bien que je ne partage pas du tout les visions catastrophistes de nombreux analystes, j'aimerais toutefois être plus optimiste.

Plusieurs décennies d'étude et de pratique de la vie internationale m'incitent à penser que la fuite en avant perpétuelle, propulsée par un modèle de développement défini par la Banque mondiale dans l'immédiat après-guerre et fondé sur le revenu *per capita*, modèle que les pays en développement ont presque tous adoptés, ne peut ni à courte, ni à longue échéance apporter des solutions vraiment satisfaisantes à la quête d'un mieux-être plus généralisé, notamment dans les pays les plus défavorisés.

Entre la recherche d'un *Bonheur national brut* que seul le Bhoutan a réussi à proposer de manière bien singulière et un *niveau de vie* principalement axé sur le *revenu per capita*, il existe sûrement des voies alternatives pour définir un *genre de vie* et un *mieux-être* où l'équité, la compassion et la solidarité trouveraient aussi leur place. Plusieurs institutions, à commencer par l'OCDE, divers gouvernements ainsi que d'autres entités et observateurs tentent depuis quelques années de définir les composantes et les critères d'un tel mieux-être. L'Académie pourrait sans doute participer à cette quête puisque celle-ci s'inscrit pleinement dans la poursuite de ses objectifs.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

- Aglietta, Michel et Pierre Luc Séguillon (2008). *La crise: comment en est-on arrivé là? Comment s'en sortir?* Michalon, Paris, 125 p.
- Artus, Patrick, Jean-Paul Bethèze, Christian De Boissieu et Gunther Capelle-Blancard (2008). *La crise des subprimes*. La Documentation française, Paris, 284 p.
- Artus, Patrick (sous la direction de) (2008). *La Crise financière. Causes, effets et réformes nécessaires*. Descartes et Cie / PUF, 140 p.
- Attali, Jacques (2009). *Survivre aux crises*. Fayard, Paris, 294 p.
- Babeau, André (2010). "Mesurer le bien-être: retour sur le rapport Siglitz". *Problèmes économiques*. No 2989, 17 février, pp. 37-42.
- Banque de France (2010). *De la crise financière à la crise économique*. Paris, 147 p. http://www.banque-france.fr/fr/publications/doc_debat/numero3.htm
- Bellamy Foster, John and Fred Magdoff (2009). "The great financial crisis: causes and consequences". *Monthly Review Press*, New York. 160 p.
- Caballero, R.J and Arvind Krishnamurthy (2009). "Global Imbalances and Financial Fragility". *American Economic Review*, American Economic Association, vol. 99(2), pp. 584-88, May.
- Calomiris, Charles W. (2008). *The Subprime Turmoil: What's Old, What's New, and What's Next*. <http://www.kansascityfed.org/publicat/sympos/2008/Calomiris.10.02.08.pdf>
- Castel M. et D. Plihon (2008). "Rudes leçons de la crise financière", *Le Monde*, 31 janvier.
- Diamond, Douglas and Rajan Raghuram (May 2008). "The Credit Crisis: Conjectures about Causes and Remedies". *American Economic Review*. American Economic Association, vol. 99 (2), pp. 606-10.
- Dockès, Pierre et Jean-Hervé Lorenzi (2009). *Fin de monde ou sortie de crise?* Perrin, Paris, 333 p.
- Dufrénot, Gilles et Alain Sand-Zantman (2010). *Après la crise?: les politiques économiques dans le monde*. Économica, Paris, 200 p.
- Gilles, Philippe (2009). *Histoire des crises et des cycles économiques: des crises industrielles du 19e siècle aux crises financières actuelles*. Armand Colin, Paris, 333 p.
- Kamin, Steven B. (June 1999). *The Current International Financial Crisis: How Much Is New?* Board of Governors of the Federal Reserve System International Finance, Working Paper, No. 636. <http://papers.ssrn.com/sol3/Delivery.cfm/99072101.pdf?abstractid=171714&mirid=1>

- Krishnamurthy, Arvind (2008). *The Financial Meltdown; Data and Diagnosis*. Working paper. Northwestern University. <http://www.kellogg.northwestern.edu/faculty/krisharvind/papers/diagnosis.pdf>
- Krugman, Paul R. (2009). *Pourquoi les crises reviennent toujours*. Éditions du Seuil, Paris, 200 p.
- Krugman, Paul (2008). *The Return of Depression Economics and the Crisis of 2008*. W.W. Norton, New York, 224 p.
- London, Frédéric (2008). *Jusqu'à quand? Pour en finir avec les crises financières*. Raisons d'agir, Paris. 220 p.
- Monnier, François et Guy Thuillier (2009). *Crise, niveau de vie, conflits*. Économica, Paris, 140 p.
- Reinhart, Carmen M. and Kenneth Rogoff (May 2008). "Is the 2007 US Sub-prime Financial Crisis So Different? An International Historical Comparison". *American Economic Review*, American Economic Association, vol. 98(2), pp. 339-44.
- Rifkin, Jeremy (2009). *The Empathic Civilization: The Race to Global Consciousness in a World in Crisis*, Penguin, New York, 688 p.
- Rosier, Bernard (2003). *Les Théories des crises économiques*. La Découverte, Paris, 128 p.
- Stiglitz, Joseph E. (2010). *Freefall: America, Free Markets, and the Sinking of the World Economy*. W.W Norton, New York, 361 p.
- Summers, Lawrence H. (2000). "International Financial Crises: Causes, Prevention, and Cures". *American Economic Review*, 90(2), pp. 1-16.
- Swagel, Phillip (2009). "The Financial Crisis: An Inside View" *Brookings Papers on Economic Activity*, No. Spring 2009. pp. 1-63.

ANNEXES

Population 2008

Classement des populations de la plus importante à la plus faible, des 232 pays du monde, en habitants. Estimations dérivées.

Rank/Pays	Population	Rank/Pays	Population	Rank/Pays	Population	Rank/Pays	Population
1 Chine	1 328 620 000	88 Angola	17 318 000	177 Brésil nord-est	5 157 000	176 Bahamas	328 000
2 Inde	1 139 065 000	89 Chili	16 737 000	178 Émirats	5 108 000	177 Islande	318 500
3 États-Unis	304 572 900	90 Pays-Bas	16 616 000	179 Israël	4 473 000	178 Belgique	310 500
4 Indonésie	230 815 000	91 Kazakhstan	15 665 000	180 Corée	4 443 000	179 Mexique	310 400
5 Brésil	193 095 000	92 Arabie	15 163 000	181 Corée du Sud	4 423 000	180 Émirats	295 000
6 Pakistan	165 999 000	93 Costa Rica	14 699 000	182 Turquie	5 361 000	181 République tchèque	280 000
7 Bangladesh	161 174 000	94 Niger	14 661 000	183 Nouvelle-Zélande	4 372 000	182 Nouvelle-Calédonie	245 400
8 Nigeria	141 283 000	95 Malaisie	13 754 000	184 Liban	4 137 000	183 Vietnam	231 300
9 Iran	141 791 000	96 Guatemala	13 673 000	185 Panama	4 062 000	184 Guyane française	211 500
10 Japon	127 786 000	97 Zimbabwe	13 575 000	186 Porto Rico	3 955 000	185 Antilles néerlandaises	187 200
11 Mexique	106 345 000	98 Émirats	13 499 000	187 Libéria	3 951 000	186 Nigeria	186 500
12 Philippines	95 460 000	99 Venezuela	12 753 000	188 Corée	3 855 200	187 Samoa américaines	182 200
13 Vietnam	86 179 000	100 Mali	12 705 000	189 Maldives	2 773 200	188 Oman	175 400
14 Allemagne	82 160 000	101 Jamaïque	12 136 000	190 République tchèque	2 767 500	189 Australie	187 000
15 Espagne	80 956 000	102 Cuba	11 203 000	191 Panama	2 591 500	190 Îles Turcs et Caïques	160 000
16 France	76 766 000	103 Gabon	11 338 000	192 Liban	3 352 300	191 Anglo-Normandes (Gu.)	149 500
17 Turquie	74 004 000	104 Tchad	11 062 000	193 Uruguay	3 223 300	192 Saint-Vincent	120 900
18 Iran	71 955 000	105 Belgique	10 704 000	194 Montserrat	2 199 300	193 Maldives	111 300
19 Thaïlande	64 222 000	106 Portugal	10 624 000	195 Albanie	2 191 200	194 Uruguay méridional	100 000
20 Congo (ex-Franç.)	61 180 000	107 Tadjikistan (Rép.)	10 339 000	196 Argentine	2 099 500	195 Israël	180 300
21 France	61 172 000	29 Tunisie	10 223 000	197 Kenya	2 721 200	196 Espagne	180 700
22 Royaume-Uni	61 399 000	108 Hongrie	10 080 000	198 Jamaïque	2 697 300	198 Turquie	180 400
23 Italie	60 910 000	109 Rwanda	10 011 000	199 Oman	2 651 300	199 Australie	180 000
24 Myanmar	56 000 000	110 Kazakhstan (Rép.)	9 673 000	200 Malaisie	2 632 000	200 Kiribati	96 000
25 (ex-Birmanie)	56 100 000	111 Haïti	9 779 000	201 Lettonie	2 624 000	201 République de Moldova	85 500
26 Côte d'Ivoire	49 725 000	112 Ouzbékistan	9 675 000	202 Roumanie	2 137 000	202 République d'Iraq	85 200
27 République du Sud	49 212 000	113 Bolivie	9 546 000	203 République	2 124 000	203 République	85 350
28 Afrique	46 133 000	114 Danemark	9 381 000	204 Malaisie	2 038 300	204 Jordanie	84 500
29 Espagne	45 451 000	115 Brésil	9 295 000	205 Oman	2 029 000	205 République de Chine	78 300
30 Colombie	44 530 000	116 Saoudite	9 216 000	206 Azerbaïdjan	2 017 900	206 République	71 300
31 Australie	41 918 000	117 République	9 090 000	207 Maldives	1 996 000	207 République	66 150
32 Argentine	39 678 000	118 Rwanda	8 953 000	208 Tunisie	1 731 000	208 République	64 200
33 Espagne	39 213 000	119 Azerbaïdjan	8 639 000	209 République d'Iraq	1 718 000	209 République d'Iraq	64 600
34 Kenya	38 521 000	120 Afrique	8 261 000	210 Espagne	1 388 000	210 République	58 600
35 Belgique	38 100 000	121 République	7 811 000	211 Ouzbékistan	1 353 000	211 République d'Iraq	84 200
36 Afrique	34 015 000	122 Suisse	7 617 000	212 République de Tobago	1 330 000	212 République de Chine	47 200
37 République	32 305 000	123 Arabie	7 352 000	213 République	1 260 000	213 République	40 400
38 République	32 254 000	124 République	7 208 000	214 République	1 156 000	214 République	37 000
39 République	31 322 000	125 République	7 240 000	215 République	1 094 000	215 République	36 000
40 République	29 227 000	126 République	6 998 000	216 République	963 000	216 République	35 200
41 République	28 962 000	127 République	6 943 000	217 République	881 000	217 République	32 000
42 République	28 576 000	128 République	6 861 000	218 République	848 500	218 République	31 000
43 République	28 216 000	129 République	6 753 000	219 République	695 100	219 République	28 300
44 République	27 929 000	129 République	6 748 000	220 République	602 000	220 République	28 000
45 République	27 232 000	130 République	6 748 000	221 République	566 000	221 République	23 900
46 République	26 488 000	131 République	6 275 000	222 République	738 000	222 République	12 000
47 République	24 641 000	132 République	6 229 000	223 République	666 100	223 République	10 500
48 République	23 949 000	133 République	5 901 000	224 République	619 300	224 République	18 800
49 République	23 919 000	134 République	5 955 000	225 République	597 000	225 République	14 900
50 République	23 366 000	135 République	5 903 000	226 République	547 100	226 République	13 400
51 République	23 284 000	136 République	5 677 000	227 République	519 000	227 République	12 300
52 République	23 172 000	137 République	5 425 000	228 République	506 000	228 République	9 700
53 République	21 805 000	138 République	5 403 000	229 République	487 000	229 République	8 100
54 République	21 149 000	139 République	5 278 000	230 République	482 700	230 République	5 100
55 République	20 388 000	140 République	5 196 000	231 République	460 100	231 République	4 800
56 République	20 188 000	141 République	5 030 000	232 République	411 000	232 République	3 900
57 République	20 114 000	142 République	5 014 000	233 République	400 100	233 République	3 500
58 République	19 505 000	143 République	4 780 000	234 République	403 000	234 République	3 100
59 République	18 991 000	144 République	4 730 000	235 République	376 000	235 République	2 000

10 - ANNEXES 2008

PNB par habitant 2007

Classement des PNB par hab. du plus élevé au plus faible, des 231 pays du monde, en dollars (PNB total du monde: 74 682).

Rang/Pays	PNB/hab.	Rang/Pays	PNB/hab.	Rang/Pays	PNB/hab.	Rang/Pays	PNB/hab.
1 Hongrie 40 700	4 Singapour 31 927	11 Singapour 22 494	18 Thaïlande 22 286	25 Singapour 22 494	32 Thaïlande 22 286	39 Singapour 22 494	46 Thaïlande 22 286
2 République tchèque 37 810	5 Qatar 37 810	12 Arabie saoudite 30 271	4 Israël 26 718	19 Arabie saoudite 30 271	26 Israël 26 718	33 Arabie saoudite 30 271	40 Israël 26 718
3 Danemark 37 410	6 Israël 26 718	13 Malaisie 26 706	7 Israël 26 718	20 Malaisie 26 706	27 Israël 26 718	34 Malaisie 26 706	41 Israël 26 718
4 Israël 26 718	7 Israël 26 718	14 Israël 26 706	8 Israël 26 718	21 Israël 26 706	28 Israël 26 718	35 Israël 26 706	42 Israël 26 718
5 Israël 26 718	8 Israël 26 718	15 Israël 26 706	9 Israël 26 718	22 Israël 26 706	29 Israël 26 718	36 Israël 26 706	43 Israël 26 718
6 Israël 26 718	9 Israël 26 718	16 Israël 26 706	10 Israël 26 718	23 Israël 26 706	30 Israël 26 718	37 Israël 26 706	44 Israël 26 718
7 Israël 26 718	10 Israël 26 718	17 Israël 26 706	11 Israël 26 718	24 Israël 26 706	31 Israël 26 718	38 Israël 26 706	45 Israël 26 718
8 Israël 26 718	11 Israël 26 718	18 Israël 26 706	12 Israël 26 718	25 Israël 26 706	32 Israël 26 718	39 Israël 26 706	46 Israël 26 718
9 Israël 26 718	12 Israël 26 718	19 Israël 26 706	13 Israël 26 718	26 Israël 26 706	33 Israël 26 718	40 Israël 26 706	47 Israël 26 718
10 Israël 26 718	13 Israël 26 718	20 Israël 26 706	14 Israël 26 718	27 Israël 26 706	34 Israël 26 718	41 Israël 26 706	48 Israël 26 718

Rang/Pays	PNB/hab.	Rang/Pays	PNB/hab.	Rang/Pays	PNB/hab.	Rang/Pays	PNB/hab.
101 Israël 26 718	108 Israël 26 718	115 Israël 26 718	122 Israël 26 718	129 Israël 26 718	136 Israël 26 718	143 Israël 26 718	150 Israël 26 718
102 Israël 26 718	109 Israël 26 718	116 Israël 26 718	123 Israël 26 718	130 Israël 26 718	137 Israël 26 718	144 Israël 26 718	151 Israël 26 718
103 Israël 26 718	110 Israël 26 718	117 Israël 26 718	124 Israël 26 718	131 Israël 26 718	138 Israël 26 718	145 Israël 26 718	152 Israël 26 718
104 Israël 26 718	111 Israël 26 718	118 Israël 26 718	125 Israël 26 718	132 Israël 26 718	139 Israël 26 718	146 Israël 26 718	153 Israël 26 718
105 Israël 26 718	112 Israël 26 718	119 Israël 26 718	126 Israël 26 718	133 Israël 26 718	140 Israël 26 718	147 Israël 26 718	154 Israël 26 718
106 Israël 26 718	113 Israël 26 718	120 Israël 26 718	127 Israël 26 718	134 Israël 26 718	141 Israël 26 718	148 Israël 26 718	155 Israël 26 718
107 Israël 26 718	114 Israël 26 718	121 Israël 26 718	128 Israël 26 718	135 Israël 26 718	142 Israël 26 718	149 Israël 26 718	156 Israël 26 718
108 Israël 26 718	115 Israël 26 718	122 Israël 26 718	129 Israël 26 718	136 Israël 26 718	143 Israël 26 718	150 Israël 26 718	157 Israël 26 718
109 Israël 26 718	116 Israël 26 718	123 Israël 26 718	130 Israël 26 718	137 Israël 26 718	144 Israël 26 718	151 Israël 26 718	158 Israël 26 718
110 Israël 26 718	117 Israël 26 718	124 Israël 26 718	131 Israël 26 718	138 Israël 26 718	145 Israël 26 718	152 Israël 26 718	159 Israël 26 718

Rang/Pays	PNB/hab.	Rang/Pays	PNB/hab.	Rang/Pays	PNB/hab.	Rang/Pays	PNB/hab.
157 Israël 26 718	164 Israël 26 718	171 Israël 26 718	178 Israël 26 718	185 Israël 26 718	192 Israël 26 718	199 Israël 26 718	206 Israël 26 718
158 Israël 26 718	165 Israël 26 718	172 Israël 26 718	179 Israël 26 718	186 Israël 26 718	193 Israël 26 718	200 Israël 26 718	207 Israël 26 718
159 Israël 26 718	166 Israël 26 718	173 Israël 26 718	180 Israël 26 718	187 Israël 26 718	194 Israël 26 718	201 Israël 26 718	208 Israël 26 718
160 Israël 26 718	167 Israël 26 718	174 Israël 26 718	181 Israël 26 718	188 Israël 26 718	195 Israël 26 718	202 Israël 26 718	209 Israël 26 718
161 Israël 26 718	168 Israël 26 718	175 Israël 26 718	182 Israël 26 718	189 Israël 26 718	196 Israël 26 718	203 Israël 26 718	210 Israël 26 718
162 Israël 26 718	169 Israël 26 718	176 Israël 26 718	183 Israël 26 718	190 Israël 26 718	197 Israël 26 718	204 Israël 26 718	211 Israël 26 718
163 Israël 26 718	170 Israël 26 718	177 Israël 26 718	184 Israël 26 718	191 Israël 26 718	198 Israël 26 718	205 Israël 26 718	212 Israël 26 718
164 Israël 26 718	171 Israël 26 718	178 Israël 26 718	185 Israël 26 718	192 Israël 26 718	199 Israël 26 718	206 Israël 26 718	213 Israël 26 718
165 Israël 26 718	172 Israël 26 718	179 Israël 26 718	186 Israël 26 718	193 Israël 26 718	200 Israël 26 718	207 Israël 26 718	214 Israël 26 718
166 Israël 26 718	173 Israël 26 718	180 Israël 26 718	187 Israël 26 718	194 Israël 26 718	201 Israël 26 718	208 Israël 26 718	215 Israël 26 718

Rang/Pays	PNB/hab.	Rang/Pays	PNB/hab.	Rang/Pays	PNB/hab.	Rang/Pays	PNB/hab.
216 Israël 26 718	223 Israël 26 718	230 Israël 26 718	237 Israël 26 718	244 Israël 26 718	251 Israël 26 718	258 Israël 26 718	265 Israël 26 718
217 Israël 26 718	224 Israël 26 718	231 Israël 26 718	238 Israël 26 718	245 Israël 26 718	252 Israël 26 718	259 Israël 26 718	266 Israël 26 718
218 Israël 26 718	225 Israël 26 718	232 Israël 26 718	239 Israël 26 718	246 Israël 26 718	253 Israël 26 718	260 Israël 26 718	267 Israël 26 718
219 Israël 26 718	226 Israël 26 718	233 Israël 26 718	240 Israël 26 718	247 Israël 26 718	254 Israël 26 718	261 Israël 26 718	268 Israël 26 718
220 Israël 26 718	227 Israël 26 718	234 Israël 26 718	241 Israël 26 718	248 Israël 26 718	255 Israël 26 718	262 Israël 26 718	269 Israël 26 718
221 Israël 26 718	228 Israël 26 718	235 Israël 26 718	242 Israël 26 718	249 Israël 26 718	256 Israël 26 718	263 Israël 26 718	270 Israël 26 718
222 Israël 26 718	229 Israël 26 718	236 Israël 26 718	243 Israël 26 718	250 Israël 26 718	257 Israël 26 718	264 Israël 26 718	271 Israël 26 718
223 Israël 26 718	230 Israël 26 718	237 Israël 26 718	244 Israël 26 718	251 Israël 26 718	258 Israël 26 718	265 Israël 26 718	272 Israël 26 718
224 Israël 26 718	231 Israël 26 718	238 Israël 26 718	245 Israël 26 718	252 Israël 26 718	259 Israël 26 718	266 Israël 26 718	273 Israël 26 718
225 Israël 26 718	232 Israël 26 718	239 Israël 26 718	246 Israël 26 718	253 Israël 26 718	260 Israël 26 718	267 Israël 26 718	274 Israël 26 718